

Bulletin d'information de la CTrip, n° 2, 10 juin 2008

Table des matières

L'ouverture totale des frontières aux travailleurs d'Europe de l'Est avancée	2
Le Valais fait campagne	3
Deux décrets sur la libre circulation des personnes	6
La Suisse aiguisé la guillotine brandie par Bruxelles	8
Les bilatérales sous la guillotine	9
Les bilatérales à nouveau en danger dans sept ans?	11
CH / UE / Libre circulation : le Conseil national défend un vote séparé	13
Doubs - Haut-Doubs	14
Doubs - Haut-Doubs	15
Une entreprise du Haut-Doubs délocalise... à Besançon	16
Barroso optimiste sur la libre circulation	17

L'ouverture totale des frontières aux travailleurs d'Europe de l'Est avancée

26 mai 2008

Le chef de l'Etat doit profiter d'un déplacement en Pologne, mercredi, pour annoncer l'ouverture du marché du travail français aux Européens de l'Est. Au lieu d'intervenir le 1er mai 2009, celle-ci est avancée de près d'un an.

A un mois de la présidence française de l'Union européenne, Nicolas Sarkozy multiplie les signes d'ouverture à l'égard des autres Etats membres. Après avoir envoyé des signaux de fermeté budgétaire, il espère profiter de son déplacement en Pologne, mercredi, pour frapper un coup symbolique et annoncer l'ouverture, sans restriction, du marché du travail français aux dix pays entrés dans l'Union européenne en 2004 : Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie. Les Roumains et les Bulgares, qui n'ont intégré l'Union qu'au 1er janvier 2007, resteront soumis à un régime dérogatoire.

Cette mesure sera mise en oeuvre pendant la présidence française de l'Union européenne, avec près d'un an d'avance sur le calendrier prévu - les dernières restrictions auraient dû être levées au 1er mai 2009. Elle revêt une dimension avant tout symbolique. En effet, le marché du travail français est déjà partiellement ouvert à ces pays. Leurs habitants ont eu accès à une soixantaine de métiers le 1er mai 2006, puis à une quarantaine d'autres un an après. Depuis janvier 2008, ce sont 150 métiers qui leur sont totalement accessibles (cuisinier, serveur, représentant à domicile, informaticien, cadre de l'audit, saisonnier agricole, etc.). S'il avait dû y avoir une explosion des flux migratoires, elle serait donc intervenue depuis deux ans déjà. Cela n'a pas été le cas : entre le 1er mai et le 31 décembre 2006, seules 713 autorisations ont été délivrées à des travailleurs temporaires en provenance d'Europe de l'Est, et un millier à des salariés permanents. Les salariés étrangers en libre circulation restent, en fait, largement minoritaires par rapport à ceux travaillant en libre prestation de services. Lesquels sont employés sous un contrat de travail étranger, néerlandais ou polonais par exemple, et sont détachés en France par leur employeur pour effectuer une mission.

Retard rattrapé

La mesure est d'autant plus attendue par les entreprises que le marché du travail s'améliore, et que les employeurs font état de difficultés de recrutement de plus en plus importantes. A compter de cet été, ou au plus tard cet automne, les travailleurs d'Europe de l'Est ne pourront donc plus se voir « opposer » la situation de l'emploi dans aucun métier, ce qui signifie qu'ils pourront obtenir leur autorisation de travail, y compris si une personne déjà en France peut remplir la fonction. Les pays d'Europe de l'Est ne font, en fait, rien d'autre que rejoindre le régime appliqué aux 15 « anciens » pays de l'Union. Et en cas de retournement du marché du travail, ce qui est très improbable, une clause de fermeture sera prévue pour revenir aux dispositions antérieures. La France rattrape ainsi son retard par rapport à ses voisins européens : le Royaume-Uni, l'Irlande et la Suède avaient ouvert leur marché du travail, sans aucune restriction, dès 2004, ce qui leur a permis d'absorber une grande partie de la main-d'oeuvre prête à émigrer (jeunes, qualifiés, etc.). La Finlande, l'Espagne et le Portugal leur ont emboîté le pas le 1er mai 2006. La France et l'Allemagne figurent donc parmi les seuls « grands » pays où des restrictions sont encore appliquées.

LUCIE ROBEQUAIN

<http://www.lesechos.fr/info/france/4731245.htm>

Le Valais fait campagne

27 mai 2008

TRAVAIL ILLEGAL

Précurseur dans la lutte contre le travail au noir, patrons, syndicats et fonctionnaires valaisans démontrent leur action contre la concurrence déloyale.

Quatre mois après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi fédérale sur le travail au noir, le Valais étatique, patronal et syndical a tenu hier conférence de presse, en présence du conseiller d'Etat Thomas Burgener, pour rassurer la population au sujet de la lutte contre la concurrence déloyale et aussi contre le dumping salarial. Derrière ce bilan se dresse évidemment une opposition au référendum sur la libre circulation des personnes.

Ce qui avait déjà été fait

Depuis 1999, le Valais est le premier canton à posséder un service de l'inspection de l'emploi qui compte aujourd'hui un chef et cinq inspecteurs. «Nous sommes toujours les seuls avec Neuchâtel à aller au bout du processus et non pas simplement à ouvrir la boîte de Pandore pour les assurances sociales et le fisc», explique son chef Hervé Roh. En dix ans, son action a fait régresser le travail au noir dans le canton et 60% des interventions du service, notamment au niveau du dumping salarial, débouchent sur une infraction. «Il n'y a jamais de fumée sans feu. Nos interventions sont ciblées.» Du côté incitatif, l'Etat du Valais a mis en place un projet pilote de «chèque relais» qui facilite grandement la procédure administrative pour des emplois dit de «bricole», des extras dans la restauration ou des métiers agricoles de moins de trois mois (voir encadré)

Ce que la loi change

La nouvelle loi fédérale sur le travail au noir offre plus de moyens au service de l'inspection de l'emploi. Désormais, tous les services et organismes concernés ont l'obligation de collaborer entre eux. «Il n'y a plus de secret bancaire dans le monde des assurances sociales», sourit Simon Darioly, chef du service de l'action sociale. La loi prévoit aussi des sanctions plus sévères qui peuvent aller jusqu'à l'exclusion pour cinq ans des marchés publics. «Pour 2008, notre attention se portera sur la location de services, la vente et les remontées mécaniques pour le dumping salarial et l'agriculture, la restauration et la construction pour le travail au noir», affirme Gabriel Décaillet, président et représentant patronal de la commission cantonale tripartite de 30 membres chargée de fixer les priorités d'action.

Ce qu'il reste à faire

Employeurs, syndicats et services de l'Etat sont d'accord pour augmenter le personnel de l'inspection de l'emploi. «Nous devons au moins pouvoir créer trois équipes de deux personnes. Donc il nous faut au minimum un poste supplémentaire», affirme Marc-André Tudisco du service de protection des travailleurs. Thomas Burgener tentera d'obtenir l'effectif nécessaire dans le cadre du budget 2009. D'autre part, pour lutter contre le phénomène des entreprises étrangères difficilement amendables, car présentes très peu de temps sur le territoire suisse, le Grand Conseil avait proposé de rendre coresponsable le maître d'oeuvre. «Malheureusement, il faut une base légale fédérale pour le faire», explique le conseiller d'Etat, tandis que le conseiller national PDC Maurice Chevrier a déjà déposé une motion dans ce sens auprès du Conseil fédéral. Enfin, le syndicaliste Blaise Carron estime que le «SECO fédéral doit être beaucoup plus rapide pour déclarer de force obligatoire les différentes conventions collectives, car seule cette étape permet des mesures contraignantes.» A suivre de près.

VINCENT FRAGNIÈRE

L'UDC se déchaîne contre l'extension de la libre circulation des personnes

29 mai 2008

CONSEIL NATIONAL. Le parti ne veut pas d'un accord pourtant négocié, plutôt habilement constate-t-on, par Christoph Blocher, et est apparemment prêt à tout pour le faire échouer devant le peuple au printemps prochain.

Le Conseil national a consacré mercredi plus de sept heures de débats à la libre circulation des personnes - avec beaucoup de redites, il est vrai -, ce qui traduit bien l'importance politique que va revêtir cette question d'ici au 27 mai 2009, date arrêtée pour l'organisation d'un scrutin populaire sur le ou les référendums qui vont être lancés.

Contrairement au Conseil des Etats, la Chambre du peuple a renoncé à joindre la reconduction et l'extension à la Roumanie et à la Bulgarie en un seul objet. Les fronts sont d'ores et déjà dessinés pour la campagne référendaire. Ce sera la bagarre de l'UDC contre toutes les autres forces politiques, sur l'extension de la libre circulation à la Bulgarie et à la Roumanie, un accord paradoxalement négocié, avec succès, presque chacun en convient, par Christoph Blocher. Une bagarre qui a déjà commencé mercredi avec cinq propositions de non-entrée en matière, assorties d'autres tentatives pour empêcher, entraver ou repousser l'approbation de l'extension de la libre circulation.

L'industriel thurgovien Peter Spuhler, qui n'hésite pas à s'exprimer en faveur de l'extension et qui insiste sur la nécessité de conforter la voie bilatérale, en relevant la contribution de la libre circulation à la croissance enregistrée au cours des deux dernières années, fait figure d'exception dans son groupe. Les élus de l'UDC ont exprimé mercredi une hargne contre l'Union européenne, qui «veut mettre le peuple suisse sous tutelle et démanteler la démocratie directe», dépassant la seule problématique de la libre circulation.

Pour le Zurichois Ernst Schibli, la libre circulation avec la Bulgarie et la Roumanie n'est qu'un triste chapitre d'une malheureuse évolution vers toujours moins d'indépendance.

Pas de mesures de rétorsion?

Pour l'idéologue du parti, le Zurichois Christoph Mörgeli, la Suisse n'a tout simplement pas besoin d'un accord sur la libre circulation, elle est capable de trouver sans cela la main-d'œuvre qui lui est nécessaire, et n'a en tout cas aucun besoin des Roumains et des Bulgares. «Je ne veux tout simplement pas de l'extension, qui ne nous amènera que chômage, délinquance et concurrence sauvage», affirme le Saint-Gallois Lukas Reimann. Les élus démocrates du centre ne croient pas non plus à des mesures de rétorsion de la part de Bruxelles. L'UE ne réagira pas, nous n'avons rien à craindre, assure l'Argovien Luzi Stamm.

C'est la même question qui se pose à chaque référendum, leur répondra la radicale bernoise Christa Markwalder: «Voulons-nous poursuivre ou non dans la voie bilatérale?» Et si l'on ne veut pas, on se retrouvera dans la même situation d'isolement qu'en 1992, tout en étant bien loin de bénéficier de la même compréhension pour le «Sonderfall Schweiz».

Eveline Widmer-Schlumpf et Micheline Calmy-Rey se sont attachées à préciser les conséquences d'un refus. En cas de non à la reconduction de la libre circulation, les Etats membres de l'UE n'auraient pas à s'interroger sur l'attitude à adopter envers la Suisse, puisque l'application de la clause guillotine à l'entier des accords bilatéraux l serait automatique en pareil cas. En cas de refus de l'extension, par contre, les Etats membres devraient s'entendre pour résilier l'accord sur la libre circulation, ce qui entraînerait ensuite le déclenchement de la clause guillotine. Il n'est «pas raisonnable», assure la ministre des Affaires étrangères, de spéculer sur le fait qu'il se trouvera un Etat membre pour s'opposer à cette résiliation et de prendre, pour des raisons partisans, des risques sur une question mettant en jeu l'avenir du pays. En cas de refus de l'extension, au mieux toutes les décisions de l'UE relatives à la Suisse se trouveraient bloquées dans l'attente d'une solution, poursuit-elle. «Pourquoi donc irions-nous nous mettre dans une telle situation?»

Satisfaction tout de même

Si l'UDC a connu l'échec avec toutes ses propositions, elle aura au moins eu la satisfaction de voir le Conseil national refuser de joindre en un seul objet la reconduction et l'extension de la libre circulation, ce qui lui facilitera la tâche pour le lancement d'un référendum. Si la gauche et les Verts se sont prononcés très nettement en faveur de la solution adoptée par la Chambre des cantons, ce débat-là n'a pas traduit d'animosité particulière entre partisans de l'une et l'autre solution également soutenable juridiquement et politiquement. En fin de compte, le Conseil national s'est prononcé par 101 voix contre 82 (UDC, PRD et majorité du PDC) en faveur de deux arrêtés distincts et tout porte à croire que le Conseil des Etats se ralliera à cette façon de voir.

L'assemblée a encore repoussé un certain nombre de propositions venant de la gauche (mesures d'accompagnement dans le domaine du logement) et de la droite (référendum obligatoire). Elle a également refusé très nettement, par 129 voix contre 48, de lier l'acceptation de l'extension à la reconnaissance de notre souveraineté fiscale par l'UE.

D.S. Miéville

Deux décrets sur la libre circulation des personnes

29 mai 2008

Réitérant son soutien à la voie des traités bilatéraux avec l'UE, la Chambre basse du Parlement a décidé mercredi de soumettre au peuple deux décrets distincts sur la libre circulation des personnes. L'un concerne le renouvellement de l'accord entré en vigueur en 2002; l'autre son extension à la Roumanie et à la Bulgarie.

«Nous nous occupons aujourd'hui d'un thème qui, à juste titre, peut être considéré comme le plus important de la législature en cours. Il concerne les fondements des rapports entre la Suisse et son principal partenaire économique, l'Union européenne», a déclaré le député démocrate-chrétien (PDC / centre droit) Reto Wehrli, montrant ainsi dès la première minute l'importance du débat.

Mais ce rappel était probablement superflu. En effet, pas moins d'une trentaine de députés s'étaient inscrits pour prendre la parole dans ce débat fleuve qui a duré cinq heures seulement pour en arriver au vote sur l'entrée en matière sur les deux décrets fédéraux en discussion: le renouvellement de l'accord de libre circulation des personnes avec l'UE qui arrivera à échéance en 2009 après une période d'essai de 7 ans, et son extension à la Bulgarie et à la Roumanie.

«Ce qui est en jeu, c'est beaucoup plus que la poursuite de la libre circulation, a rappelé Reto Wehrli. Avec la conclusion du premier paquet d'accords bilatéraux en 1999, la Suisse s'est assuré l'accès au marché intérieur de l'UE. En cas de refus de la proposition de renouveler l'accord sur la libre circulation, tous les autres accords conclus avec Bruxelles deviendraient caducs.»

Non à la Roumanie et à la Bulgarie

Au cours du débat, même l'Union démocratique du centre (UDC / droite nationaliste) – qui se bat pourtant depuis le début des années 1990 contre tout projet visant à intégrer davantage la Suisse à l'UE – ne s'est pas opposée à la reconduction de l'accord entré en vigueur en 2002, lorsque l'UE ne comptait encore que quinze membres. En revanche, le parti s'oppose catégoriquement à l'extension de cet accord à la Roumanie et à la Bulgarie.

«Dans ces deux pays, le salaire mensuel moyen n'est que de 500 francs et la pauvreté est largement répandue. La Roumanie et la Bulgarie auront besoin d'environ 25 ans, dans le meilleur des cas, pour rejoindre le produit intérieur brut moyen par tête de l'UE. Et durant toute cette période, la Suisse s'expose à un afflux massif de travailleurs de ces deux pays», a argumenté la députée Andrea Martina Geissbüler.

«L'économie suisse n'a pas besoin d'une libre circulation des personnes avec ces deux pays, a ajouté son collègue de parti Ernst Schibli. Toutes les branches de notre économie disposent d'assez de possibilités pour recruter la main-d'œuvre dont elles ont besoin. Sans oublier que la Roumanie et la Bulgarie figurent dans le groupe de tête des pays connaissant le plus de criminalité et de corruption.»

Peur des Roms

«Avec l'extension de l'accord à la Roumanie et à la Bulgarie, on introduit un automatisme, a déclaré le député UDC Walter Wobmann. A l'avenir, nous serons donc contraints d'accepter automatiquement une extension aux nouveaux candidats à l'UE, des pays comme la Turquie, la Serbie, la Macédoine, l'Albanie ou le Kosovo, où il existe de grands problèmes sociaux ainsi qu'un taux élevé de criminalité et de chômage.»

Par ailleurs, les représentants de l'UDC ont exprimé des craintes par rapport à l'émigration clandestine des Roms depuis la Roumanie. «L'Italie lutte actuellement avec vigueur contre l'émigration clandestine. Les Roms qui devront quitter l'Italie voudront certainement chercher fortune dans notre pays», a dit le député et vice-président de l'UDC Yvan Perrin.

Mais malgré les réticences de la droite nationaliste, la majorité de la Chambre basse a approuvé – par 138 voix contre 53 – la proposition d'entrée en matière sur les deux décrets fédéraux. «L'UDC est en train de jouer avec le feu, a averti la députée radicale (PRD / droite) Christa Markwalder Bär. Rejeter l'extension de l'accord à la Roumanie et à la Bulgarie signifie menacer la voie des accords bilatéraux avec l'UE, une voie qui a jusqu'à présent apporté croissance économique et bien-être à la Suisse.»

Aucune discrimination

«L'UE représente un marché de 490 millions de consommateurs, a souligné l'écologiste Francine John-Calame. Chaque jour, il s'échange des biens et des services pour une valeur d'un milliard de francs entre la Suisse et l'UE. Un franc sur trois de notre produit intérieur brut provient du commerce avec l'UE, un commerce qui a augmenté de 6% par an au cours de la dernière décennie.»

Intervenant dans le débat, la ministre de la Justice et Police a cherché à rassurer les députés sur les risques d'une immigration clandestine des Roms. «La libre circulation concerne tous les citoyens roumains ou bulgares qui remplissent les conditions stipulées dans l'accord conclu avec l'UE, a dit Eveline Widmer-Schlumpf. Cet accord ne concerne certainement pas des criminels ou des mendiants. La question de l'immigration clandestine est un problème qui doit être résolu conjointement avec les autres pays européens.»

Pour sa part, la ministre des Affaires étrangères a rappelé que l'UE ne peut admettre une discrimination de certains de ses membres de la part de la Suisse. «La Suisse aussi se base sur le principe de la solidarité confédérale, a insisté Micheline Calmy-Rey. La Confédération s'opposerait certainement à ce que l'UE applique l'accord sur la libre circulation de manière discriminatoire, c'est-à-dire en l'appliquant seulement à certains cantons.»

Deux décrets distincts

Tenant compte de ces considérations, plusieurs députés se sont prononcés en faveur de la proposition déjà adoptée par les sénateurs d'unir en un seul décret fédéral la question du renouvellement de l'accord sur la libre circulation et celle de son extension à la Roumanie et à la Bulgarie.

«L'UDC veut faire croire au peuple qu'un refus de l'extension à la Roumanie et à la Bulgarie serait possible sans compromettre les accords bilatéraux, a averti le député socialiste Rudolf Rechsteiner. En réalité, une telle décision aurait les mêmes conséquences qu'un refus du renouvellement de l'accord entré en vigueur en 2002.»

Contrairement à la Chambre haute, la majorité de la Chambre basse a finalement préféré opter pour une séparation des deux thèmes. Par 101 voix contre 82, les députés ont suivi la recommandation du gouvernement pour qui il faut donner aux citoyens la possibilité de se prononcer pour chacun des deux objets.

Compte tenu de la divergence entre les deux Conseils, le dossier retourne donc à la Chambre haute. Le débat y aura lieu encore durant cette session. Un accord est d'ores et déjà en vue. En effet, la Commission de politique extérieure de la Chambre haute a indiqué jeudi se rallier désormais à la Chambre basse. Elle préconise donc au sénateurs d'accepter de différencier les deux objets.

swissinfo, Armando Mombelli
(Traduction de l'italien: Olivier Pauchard)

La Suisse aiguisée la guillotine brandie par Bruxelles

29 mai 2008

LIBRE CIRCULATION | Hier, le Conseil national a refusé de lier la reconduction de l'accord sur la libre circulation des personnes à son extension à la Roumanie et à la Bulgarie. Mais quelles seraient les conséquences d'un non au second objet?

Le Conseil national a défilé le paquet ficelé en avril par les sénateurs. Le peuple, estiment les députés, doit pouvoir se prononcer séparément sur les deux objets les plus «chauds» de la législature. A savoir la reconduction de la libre circulation des personnes avec l'Union européenne (UE), et son extension à la Bulgarie et à la Roumanie.

Hier, la majorité UDC-radicaux suivie par une poignée de PDC dissidents s'est alignée par 101 voix contre 82 sur la position du Conseil fédéral. Quelques Verts, en outre, ne se sont pas prononcés sur la question. Au final, la décision du National, tactique, de découpler les deux arrêtés, a été motivée par un calcul très simple: en cas de référendum, un non à la Roumanie et à la Bulgarie au printemps 2009 reste moins grave qu'un refus de la reconduction de l'accord sur la libre circulation des personnes.

Et cela même si la ministre de Justice et Police, Eveline Widmer-Schlumpf, a prévenu qu'un rejet de l'extension aux deux derniers arrivés de l'UE pourrait mettre en péril l'entier de l'accord sur la libre circulation. Vraiment? Pour Martine Brunschwig Graf, cela ne fait «aucun doute». «L'UE considérerait cela comme un refus de poursuivre dans la voie de l'accord principal», souligne la libérale genevoise. Pas plus tard que mardi, d'ailleurs, Bruxelles a encore averti Berne à ce propos.

Un avis que ne partage pas l'UDC Luzi Stamm (AG). «Depuis le début, l'Union et le Conseil fédéral nous assurent que le peuple suisse pourra se prononcer sur chaque étape supplémentaire.»

En réalité, rien ne stipule juridiquement qu'un refus d'étendre la libre circulation à la Roumanie et à la Bulgarie fera voler en éclats tout le paquet bilatéral. «La clause guillotine ne se déclenche pas automatiquement dans le cadre d'une non-extension à ces deux pays», note Adrian Sollberger, au Bureau de l'intégration Suisse-UE. «Dans ce cas, l'Union devrait d'abord décider si elle veut résilier avec Berne l'accord sur la libre circulation dans son entier.»

La décision, en clair, relève du champ politique. La Suisse court-elle vraiment le risque de voir s'effondrer toutes ses relations avec l'UE? Pour Adrian Sollberger, «ce risque est néanmoins réel, en vertu du principe de non-discrimination qui prévaut dans l'Union». Une analyse que relativise un brin un fin observateur des relations entre Berne et Bruxelles: «D'un point de vue cosmétique, tout peut être réaménagé. Même si, il est vrai, nos politiques se retrouveraient dans une situation - compliquée.»

Bruxelles se braque

De toute évidence, conclut cet expert, le débat qui a eu lieu sous la Coupole hérisse nos voisins. «L'UE ne supporte pas que la Suisse, qui a bien tiré son épingle du jeu dans ses négociations, continue à en demander davantage. De plus, elle perçoit parfaitement les calculs de nos élus et cela la braque.»

Le Conseil des Etats, qui devra à nouveau se prononcer, pourrait bien suivre la décision du National de délier les deux arrêtés. A noter qu'hier, les conseillers nationaux ont également décidé de se ménager une porte de sortie. Suivant une proposition de Paul Rechsteiner (PS/SG), ils ont exigé un nouvel arrêté fédéral, sujet au référendum, sur la reconduction ou la dénonciation de l'accord dans un délai de sept ans.

VALENTINE ZUBLER

[http://www.tdg.ch/pages/home/tribune_de_geneve/l_actu/suisse/detail_suisse/\(contenu\)/231413](http://www.tdg.ch/pages/home/tribune_de_geneve/l_actu/suisse/detail_suisse/(contenu)/231413)

Les bilatérales sous la guillotine

30 mai 2008

La reconduction et l'extension des accords de libre-circulation à la Roumanie et la Bulgarie ont été acceptées. Référendum de l'UDC en vue pour un vote en 2009.

Finis le plombier polonais. L'épouvantail, qui déclenche aujourd'hui les passions est bulgare ou roumain. Et ce, même si lors de la procédure de consultation l'année passée, tous les partis ont appuyé une extension aux ressortissants de ces deux pays.

Cette semaine, sous la coupole, le Conseil national devait se prononcer sur la reconduction de l'accord sur la libre-circulation des personnes (soit 25 pays européens) et l'élargir aux deux nouveaux entrants précités. Foire d'empoigne prévue, fronts identifiés. Le Conseil fédéral appelait à un vote séparé sur les objets, pour éviter les risques de refus dans les urnes d'un paquet global.

Revenue de Bruxelles, Eveline Widmer-Schlumpf, qui vient de signer un protocole d'accord sur ce sujet, a rappelé qu'un refus des deux arrêtés pourrait faire tomber l'ensemble des bilatérales I, du fait de la «clause guillotine». Mesure de contrainte de l'UE, mais aussi mesure d'amadouement.

Bâton et carotte: le protocole rappelle aussi que la Suisse peut limiter pendant sept ans la délivrance d'autorisation de séjour aux travailleurs polonais et bulgares. De plus, au-delà de cette période transitoire, Berne pourrait actionner jusqu'en 2019 une clause de sauvegarde avec des contingents en cas d'afflux massif de main-d'oeuvre. A l'extrême-droite de l'hémicycle, l'UDC en appelait aussi à un vote séparé en deux arrêtés fédéraux avec l'objectif de lancer un référendum contre l'extension de la libre-circulation à la Bulgarie et à la Roumanie. Double logique pour les blochétiens. Interne d'abord, pour fortifier leur position de «parti d'opposition» et de chantre de l'indépendance suisse et de la volonté populaire. Externe, puisque les blochétiens veulent utiliser la carte du référendum comme monnaie d'échange pour un engagement ferme de l'UE pour préserver la «souveraineté fiscale de la Suisse». Protection des travailleurs contre le dumping? C'est le cadet de leur souci. Une préoccupation mise en avant par le bloc des Europhiles, constitué par les Verts, le PS et une partie du... PDC qui appelait à un vote compact, en fusionnant les objets. Ils craignent que le vote séparé ne conduise au rejet de l'extension de l'accord aux deux nouveaux pays et fasse capoter l'ensemble du paquet des bilatérales I. Plus à gauche, Josef Zisyadis (AGT!/POP) a soutenu un vote séparé «pour éviter d'escamoter le débat démocratique et de ficeler le débat populaire. (...) Ce qui fait le jeu de l'UDC». A l'issue de la session et de débats-fleuve, les parlementaires ont finalement décidé de ne pas lier les deux objets par 101 voix contre 82.

Sous-enchère salariale en vue

Reste un problème en suspens. Malgré les satisfecits donnés par Doris Leuthard à la voie bilatérale et à ses mesures d'accompagnement «suffisantes», les nuages s'amoncellent en matière de lutte contre le dumping et de protection des travailleurs. Aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de la Suisse. Un projet de révision du droit suisse sur les marchés publics est en passe d'être mis en consultation. Il avalise le principe que les règles qui prévaudront sur ces marchés seront celles en vigueur dans les pays des entreprises soumissionnaires. Sous-enchère salariale en vue, dénonce l'USS dans les colonnes de *L'Événement syndical*. La faïtière s'emporte aussi contre la Commission européenne, qui a demandé à la Suisse d'assouplir certaines dispositions légales de protection. Notamment la règle qui veut que toute entreprise étrangère souhaitant envoyer des travailleurs en Suisse doit l'annoncer 8 jours à l'avance. Des éléments qui devraient animer les débats en juin dans la centrale, au moment où elle se penchera sur la question de l'extension des bilatérales. Le référendum syndical semble pourtant peu probable.

CH / Les travailleurs temporaires auront leur convention collective

30 mai 2008

Berne (AWP/ats) - Le syndicat Unia et Swisstaffing, l'organe qui regroupe les employeurs de la branche du travail temporaire, se sont mis d'accord sur une convention collective de travail (CCT). Quelque 180'000 travailleurs intérimaires et 100 professions sont concernés.

Syndicats et employeurs étaient en négociation depuis près d'un an pour la mise en place d'une convention collective. Cette semaine, un accord inédit a été réalisé, a déclaré Charles Bélaz, président de Swisstaffing et patron de Manpower Suisse, cité dans un communiqué.

Jusqu'à ce jour, les conventions se limitaient à des branches ou des entreprises. C'est la première fois qu'une convention s'étendra à toutes les branches et sociétés qui emploient des collaborateurs temporaires, a affirmé Charles Bélaz.

"Cette convention est un bouclier contre le dumping salarial", a pour sa part déclaré Renzo Ambrosetti, co-président du syndicat Unia.

Les partenaires sociaux se sont arrangés sur des salaires minimums régionalisés, les congés maladie, les vacances, ainsi qu'un fonds paritaire pour financer la formation continue et l'accomplissement de la CCT. Dans les branches où existe déjà une CCT pour les employés temporaires, la nouvelle convention aura la prééminence.

Les parties doivent encore régler les derniers détails de l'accord. La convention pourrait entrer en vigueur dès le début 2009, pour autant que le Conseil fédéral la rende obligatoire.

ats/rp

Les bilatérales à nouveau en danger dans sept ans?

30 mai 2008

Un amendement adopté par le Conseil national veut soumettre la reconduction de la libre circulation à un nouveau référendum en 2016

Il vaut la peine de rappeler les faits (DP 1756) . L'accord sur la libre circulation des personnes entré en vigueur en 2002 prévoit qu'il est conclu pour une période initiale de sept ans et qu'il se prolonge pour une durée indéterminée si l'une des parties ne le résilie pas à ce moment. Si ni la Suisse ni l'UE ne dénonce l'accord avant 2009, le traité ne prévoit plus d'échéance fixe mais laisse la possibilité d'une dénonciation en tout temps. Une résiliation de l'accord – soit à l'issue de la période initiale de sept ans soit après celle-ci – entraîne automatiquement la caducité des six autres traités bilatéraux faisant partie du premier paquet conclu avec l'UE (obstacles techniques au commerce, marchés publics, agriculture, recherche, transports aériens, transports terrestres).

En droit interne, la compétence de dénoncer les traités internationaux appartient de pratique constante au Conseil fédéral (art. 184 Cst): une reconduction, ou plus exactement le fait de ne pas exercer un droit de dénonciation, est donc soustraite au référendum. Au moment de ratifier l'accord sur la libre circulation des personnes, l'UDC avait trouvé un moyen de contourner cet obstacle: elle avait exigé et obtenu que le parlement prévienne à l'avance qu'il se prononcerait par arrêté sujet au référendum tant sur la possibilité de dénoncer l'accord après la période initiale de sept ans (la reconduction) que sur l'extension de cet accord à tout nouveau pays membre de l'UE. C'est pour ce motif de droit interne que les Chambres doivent aujourd'hui examiner la reconduction de l'accord et son extension à la Bulgarie et à la Roumanie.

La reconduction de l'accord est essentielle. Un «*non*» obligerait le Conseil fédéral à dénoncer l'accord, ce qui, par le biais de la clause guillotine, entraînerait automatiquement la caducité de six autres traités bilatéraux. Comme l'a rappelé Micheline Calmy-Rey lors du débat parlementaire, tel n'est en revanche pas le cas du refus de l'extension à la Roumanie et à la Bulgarie. Raison pour laquelle la dissociation des deux questions – décidée par le National mais combattue par les Etats – est impérative (DP 1776).

Après la période initiale de sept ans, la règle générale doit en principe s'appliquer à nouveau. Il appartiendrait alors au Conseil fédéral de décider d'une éventuelle dénonciation de l'accord sur la libre circulation des personnes et d'une application de la clause guillotine. Le sort des accords bilatéraux serait moins incertain. Toutefois, le Conseil national a accepté un amendement du ... socialiste Paul Rechsteiner demandant que l'on soumette au Parlement dans sept ans la possibilité de dénoncer l'accord sur la libre circulation des personnes. En cas de référendum, le peuple pourrait se prononcer une troisième fois sur cet accord. Un débat helvétique au sort incertain remettrait à nouveau en cause l'entier des accords bilatéraux. Une méthode peu respectueuse de nos engagements internationaux conclus pour une durée indéterminée : «*pacta sunt servanda*».

Le président de l'USS Rechsteiner espère ainsi faire pression pour obtenir une amélioration des mesures d'accompagnement et de leur efficacité. Mais il est douteux que donner une nouvelle tribune aux «*nonistes*» de tout poil soit le meilleur moyen de faire progresser les lacunes – réelles – du dispositif d'accompagnement de la libre circulation des personnes. On ne peut s'empêcher de voir dans cette proposition une certaine méfiance à l'égard du projet européen. La commission du Conseil des Etats ne soutient pas cet amendement. Reste à espérer que les Chambres résolvent leurs divergences en s'en tenant au projet du Conseil fédéral.

Alex Dépraz

POURQUOI LE CONSEIL DES ETATS A-T-IL PEUR DU PEUPLE?

2 juin 2008

Le Conseil des Etats a maintenu aujourd'hui son procédé antidémocratique de lier la poursuite de l'accord de libre circulation des personnes à l'extension de celui-ci à la Roumanie et à la Bulgarie, bien que le Conseil national et le Conseil fédéral aient choisi de présenter deux arrêtés séparés. Cette attitude trahit un manque de respect pour le peuple et rompt avec des promesses faites antérieurement. L'UDC maintient en tout cas sa décision de lancer un référendum également contre un paquet global.

La poursuite de l'accord de libre circulation des personnes avec l'UE, d'une part, son extension à la Roumanie et à la Bulgarie, d'autre part, sont deux questions différentes, qui se présentent par hasard au même moment, mais auxquelles il faut pouvoir donner des réponses distinctes. Confronté à deux questions, le peuple doit avoir la possibilité de donner deux réponses, c'est là un élément central de notre système politique.

En insistant sur la fusion des deux objets, le Conseil des Etats s'oppose non seulement au Conseil national et au Conseil fédéral, mais il brusque surtout le peuple en restreignant massivement sa liberté de choix. Dans une attitude d'obéissance anticipée à l'UE, le Conseil des Etats recourt à des manipulations de bas étage pour contourner les règles de la démocratie au lieu de tenter de convaincre les citoyens par des arguments objectifs. **Il faut avoir peur du peuple et manquer d'arguments pertinents pour tenter de tromper les citoyens par des combines aussi antidémocratiques.**

La fusion de ces deux objets est un procédé profondément antidémocratique, car elle refuse au peuple le droit de se prononcer de manière différenciée sur deux objets distincts, comme cela a toujours été promis lors de votations passées. Cette décision contraint l'UDC de lancer un référendum contre la totalité du projet de libre circulation des personnes. En cas de séparation des deux objets, l'UDC se contenterait de combattre l'extension de la libre circulation des personnes à la Roumanie et à la Bulgarie, tout en soutenant en majorité la poursuite de la libre circulation avec les autres pays membres de l'UE. Ce foul politique du Conseil des Etats, qui tente ainsi de mettre hors jeu l'UDC, pourrait facilement se transformer en auto-goal. Il semble que le Conseil des Etats ait un urgent besoin de leçons de rattrapage en fair-play, faute de quoi il appartiendra au peuple de lui montrer la carte rouge.

CH / UE / Libre circulation : le Conseil national défend un vote séparé

5 juin 2008

Berne (AWP/ats) Le Conseil national ne change pas son fusil d'épaule dans le dossier de la libre circulation avec l'UE. Il a maintenu jeudi par 106 voix contre 86 la séparation entre la reconduction de l'accord et son extension à la Roumanie et à la Bulgarie.

Quinze ans après le non à l'EEE, la voie s'est clarifiée avec l'Union européenne, a dit Reto Wehrli (PDC/SZ) au nom de la commission. La voie bilatérale est bien ancrée et tous les groupes sont favorables à la reconduction de l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE. Il ne reste qu'une question sur la façon de présenter les deux arrêtés au peuple en cas de référendum: ensemble ou séparément.

Le peuple doit pouvoir se prononcer sur les deux textes de façon distincte, a argumenté Walter Müller (PRD/SG). "Oui, nous les radicaux, nous nous attendons au référendum. Le combat sera dur, mais nous avons fait une promesse au peuple", a-t-il expliqué.

Kathy Ricklin (PDC/ZH), au nom de la minorité de la commission, s'est battue pour maintenir le lien entre les objets comme l'a choisi le Conseil des Etats. Faire croire au peuple qu'il peut opter pour une libre circulation à la carte est pure illusion: il y a une seule Union européenne et un seul accord de libre circulation.

Les ministres Eveline Widmer-Schlumpf et Micheline Calmy-Rey ont plaidé à nouveau au nom du Conseil fédéral en faveur d'un vote séparé. Mme Widmer-Schlumpf a mis le doigt sur le risque politique si le peuple dit non aux deux arrêtés présentés conjointement.

Un non à la reconduction sera sanctionné automatiquement dans les six mois par la clause guillotine, qui fera tomber tout le premier paquet des bilatérales, a-t-elle rappelé. En revanche, si le non sanctionne uniquement l'extension, le processus avec l'UE prendrait davantage de temps.

Le rapport de force est resté identique jeudi à la Chambre du peuple. Lors du dernier débat sur la même question le 28 mai, le National avait défendu la séparation par 101 voix contre 82.

Le dossier retourne au Conseil des Etats. Comme les deux Chambres doivent trouver une position commune d'ici la fin de la session, la conférence de conciliation semble inévitable.

Le National est aussi resté ferme par 124 oui contre 61 pour permettre un nouveau débat de fond sur la libre circulation dans sept ans. Il veut donner la possibilité au peuple de se prononcer encore une fois grâce au référendum facultatif. Là aussi, le Conseil des Etats doit réempoigner le dossier.

ats/mm

Doubs - Haut-Doubs

5 juin 2008

Le secrétaire d'Etat à l'Aménagement du Territoire, Hubert Falco est venu à Morteau pour rencontrer les industriels du Pays Horloger. Au menu des discussions, les problématiques transfrontalières.

Invité par le Député du Haut Doubs, Jean Marie Binetruy, Mr Falco est venu rencontrer les industriels du Pays Horloger qui s'inquiètent grandement de la fuite de leur main d'oeuvre vers la Suisse. Sur ce territoire, les délocalisations ou les transferts d'activités sont devenus monnaie courante. Il est donc grand temps d'y apporter attention et de trouver des solutions pour faire cesser cette fuite qui a plus ou moins long terme pourrait conduire à une certaine désertification économique de ce territoire de vie.

Au cours des débats, Mr Falco a entendu les difficultés des entrepreneurs hauts doubiens. La fuite de la main d'oeuvre en Suisse, les difficultés de recrutement, la fiscalité française, l'attractivité des salaires ont, entre autre, été évoquées. « Il est extrêmement difficile pour les entreprises de recruter et de fidéliser les salariés sur cette zone frontalière » confirmait Jean Louis Dabrowski, le Président de la chambre de commerce et d'industrie du Doubs. Une tendance qui se confirme également chez les étudiants puisque récemment les élus Mortuaciens déploraient que 100% des BTS issus des formations horlogères dispensées par le Lycée de Morteau, rejoignent la Suisse, une fois leur diplôme en poche.

S'il reconnaît les difficultés et les inquiétudes exprimées, Hubert Falco souhaite également les minimiser « Les problèmes rencontrés par le Haut Doubs, sont ceux rencontrés par l'ensemble des régions françaises situées en zone frontière » explique-t-il. « Il y a des problèmes ici, mais d'autres régions souffrent davantage » complète-t-il. Néanmoins, le Secrétaire d'Etat a prêté une oreille attentive aux doléances de ces interlocuteurs et a esquissé quelques pistes de réflexion « sans stigmatiser nos amis Suisses »

Travailler plus pour gagner plus

« Il faut trouver des solutions pour lutter contre les disparités entre nos deux pays » a-t-il expliqué. Même si la non adhésion de la Suisse à l'Union Européenne ne rend pas la tâche facile. Cependant, selon Mr Falco, certaines décisions gouvernementales telle que la libération des heures supplémentaires permettent de réduire les inégalités. Par cette opportunité de travailler plus, pour gagner plus, les 35 heures de travail hebdomadaire françaises peuvent rivaliser avec les 42 heures Suisse. Conscient qu'à lui seul cet allongement de travail est loin de résoudre totalement le problème, le Ministre a également évoqué d'autres pistes de réflexion, qui seront abordées par la France lorsqu'elle assumera la présidence de l'union européenne. Ainsi, « le toilettage des accords bilatéraux », l'attribution d'aides financières ou encore des allègements de charge furent mentionnés. De nouvelles orientations politiques qui ne pourront voir le jour qu'avec le feu vert de Bruxelles. Néanmoins, dans un discours qui se voulait être rassurant, Mr Falco a signifié à ses interlocuteurs que « La France et la Commission européenne étaient bien décidées à s'occuper du problème ». Affaire à suivre

http://www.radiopleinair.fr/detail_48_20944-La-problematique-transfrontaliere-abordee-a-Morteau.html

Doubs - Haut-Doubs

6 juin 2008

Claude Bourbon, le PDG du Groupe Bourbon, qui manage entre autre la société Fabi automobile à Morteau, a participé hier à la table ronde organisée avec le Ministre. Le dirigeant ne cache pas son inquiétude quant au contexte de l'emploi dans le Haut Doubs. Pour la survie de son entreprise, il va opérer au transfert d'une partie de son outil de production. Rencontre

Qu'avez-vous pensé de cette rencontre avec Hubert Falco ?

La problématique locale a été très bien explicitée par les élus, les représentants des chambres consulaires et les industriels. A ce titre, je pense que les messages forts ont bien été passés auprès du ministre.

Quelles les principales difficultés pour vous qui vous trouvez en zone frontalière ?

Les difficultés que nous éprouvons pour recruter et maintenir les salariés dans nos entreprises nous handicapent énormément.

Pour le secrétaire d'état, la libération des heures supplémentaires en France est une loi qui va permettre aux entreprises françaises de mieux rivaliser avec leurs concurrents suisses, qu'en pensez vous ?

C'est une solution qui répond partiellement au problème. Cette loi doit s'accompagner d'autres propositions telles que, par exemple, la simplification du droit du travail français par opposition au droit du travail Suisse qui est largement moins contraignant et une politique fiscale différente qui nous permettra ainsi d'augmenter les rémunérations de nos salariés. Ce qu'il faut bien comprendre c'est qu'un chef d'entreprise Suisse pour un coût du travail identique au notre, peut verser un salaire net 40 à 60% plus élevé que ce lui proposé par un dirigeant français.

Dans ce contexte difficile. Quel regard portez vous sur l'avenir ?

Cette fuite de la main d'oeuvre régionale nous oblige à nous adapter et nous avons déjà opéré à des transferts de production sur d'autres sites du groupe, notamment en région bisontine. D'autre part, nous allons devoir réduire la taille de notre outil industriel pour pérenniser notre situation sur le Val de Morteau.

Les effectifs seront-ils réduits à Fabi automobiles ?

Cela impliquera effectivement une légère régression des effectifs. Mais cela nous évitera surtout de trouver des compétences que nous avons beaucoup de mal à pourvoir

Une entreprise du Haut-Doubs délocalise... à Besançon

6 juin 2008

Jeudi à Morteau, les patrons du Haut-Doubs ont fait part de leurs inquiétudes à l'occasion de la venue d'Hubert Falco, ministre de l'aménagement du territoire. Au même moment, l'équipementier automobile mortuacien Fabi a annoncé une délocalisation de sa production à Besançon, faute de personnel suffisant en zone frontalière.

Autour de la table : des élus du pays horloger, Hubert Falco et des responsables d'entreprises de la zone frontalière inquiets de voir partir la main d'œuvre de l'autre côté de la frontière où les salaires peuvent plus que doubler pour un même travail.

Première réponse du ministre de l'aménagement du territoire : la libération des heures supplémentaires. En France le temps légal du travail est de 35h alors qu'en Suisse il est de 42h. Les heures supplémentaires peuvent combler en partie les différences salariales. Mais cette mesure sera-t-elle suffisante ?

En parallèle Hubert Falco a déclaré qu'il était temps de procéder à un « toilettage des accords bilatéraux » entre les deux pays pour gommer les disparités notamment salariales. La France qui s'installera à la présidence européenne au 1^{er} juillet devrait s'y atteler ...même si la Suisse ne fait pas partie de l'Union Européenne.

Barroso optimiste sur la libre circulation

6 juin 2008

En visite officielle en Suisse, José Manuel Barroso espère qu'en cas de référendum, les Suisses voteront de manière «positive» en faveur de l'extension de la libre circulation des personnes.

Interrogé vendredi par la presse à Berne, le président de la Commission européenne n'a toutefois pas manqué de rappeler que l'Union européenne ne peut accepter de discrimination entre ses membres pour ce qui touche à la libre circulation.

Sur la question de la fiscalité des entreprises, José Manuel Barroso a affirmé qu'il «respecte pleinement» la souveraineté de la Suisse et le fédéralisme.

Effectuant sa première visite de travail en Suisse, José Manuel Barroso a rencontré cinq représentants du gouvernement suisse, dont le président de la Confédération Pascal Couchepin.

Outre la libre circulation des personnes et son extension à la Roumanie et à la Bulgarie, les discussions ont porté sur la situation dans les Balkans occidentaux, la crise alimentaire mondiale et l'ouverture du marché de l'électricité.

http://www.swissinfo.ch/fre/24_heures_en_suisse/Barroso_optimiste_sur_la_libre_circulation.html?siteSect=104&sid=9184072&cKey=1212766024000&ty=nd